

RD-CONGO

LE COURRIER
DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 4280 - MARDI 28 JUIN 2022

HOMMAGES

Les Boyomais ont honoré la mémoire de Patrice Lumumba

La seconde journée des hommages rendus à Patrice-Emery Lumumba par la population boyomaise s'est négociée, le 25 juin, dans une atmosphère plutôt ambiante et hystérique. «*Nous sommes comme déliés de tout engagement et de tout serment*», a indiqué le Pr Modeste Bahati Lukwebo tout en implorant l'illustre disparu d'être l'interprète de son peuple dans l'au-delà de sorte que le pays puisse se redresser comme il l'avait souhaité de son vivant.



Page 3

Une relique de Patrice Lumumba remis à sa famille

DOSSIER THÉOPHILE MATONDO

La FBCP interpelle le président de la Cour de cassation



Dans un message envoyé le 26 juin au juge Mukendi, président de la Cour de cassation, le président de la Fondation Bill-Clinton pour la paix (FBCP), Emmanuel Adu Cole, lui rappelle que le délai de prononciation du jugement dans le dossier de l'ancien directeur général du Bureau central de coordination, Théophile Matondo Mbungu, tel que prévu par la loi, est largement dépassé.

Page 4

BELGIQUE

Gladys Kazadi nommée vice-présidente du Mouvement politique « Les engagés »



Originaire de la République démocratique du Congo, députée bruxelloise et échevine, Gladys Kazadi, 28 ans, a été nommée vice-présidente du Mouvement « Les engagés », dans le cadre du renouvellement de ses instances dirigeantes. C'est la première fois qu'une personnalité jeune, femme et originaire d'Afrique subsaharienne, est nommée vice-présidente d'un parti politique belge. A cette occasion, Maxime Prévot a été élu président tandis que Gladys Kazadi et Yvan Verougstraete ont été élus vice-présidents.

Page 4

COOPÉRATION

Le ministère de la Santé et le Fonds mondial entendent renforcer le système de soins de la RDC

Le ministère de la Santé publique, Hygiène et Prévention et le Fonds mondial de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme sont déterminés à renforcer le système de santé de la République démocratique du Congo (RDC), en vue de lui permettre de faire face aux différentes pandémies et épidémies futures.



Page 3

Le ministre de la Santé posant avec la délégation du Fonds mondial

ÉDITORIAL

Pont route-rail

Le projet de construction du pont route-rail entre les capitales des deux Congo vient de franchir un nouveau palier avec la signature par les deux parties, le 22 juin dans la capitale de la République démocratique du Congo, d'un avis à manifestation d'intérêt d'appel d'offres international dans le cadre du projet de financement, de construction et d'exploitation du pont route-rail entre Brazzaville et Kinshasa.

La cérémonie de signature du document par le ministre d'Etat de la RDC chargé du Plan, Christian Mwando Simba, et le ministre de la République du Congo chargé de l'Aménagement du territoire, des Infrastructures et de l'Entretien routier, Jean-Jacques Bouya, s'est faite en présence des plus hautes autorités et d'une forte délégation du Congo-Brazzaville.

Un geste symbolique fort qui marque le démarrage de ce projet intégrateur dont l'objectif général est d'assurer la continuité du trafic sur la Transafricaine n°3 devant relier Tripoli (Libye), Windhoek (Namibie) et Le Cap (Afrique du Sud). Étape d'un long processus, ce plan ambitieux exprime la volonté des deux chefs d'Etat de donner une nouvelle impulsion économique et sociale non seulement aux deux pays mais aussi à la région tout entière.

Car au-delà des deux pays, ce site transfrontalier et multimodal permettra non seulement de relier Brazzaville à Kinshasa mais également N'Djamena, Yaoundé, Libreville à Kinshasa. Il servira de tremplin pour atteindre l'Afrique australe et orientale et permettra de réduire le temps à parcourir ainsi que le coût de transport. C'est, d'ailleurs, la raison pour laquelle la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale a été chargée d'assurer la coordination générale du projet relatif à la conduite des études.

Programmée depuis plus de trente ans, la construction du pont route-rail sur le fleuve Congo prend petit à petit corps ! Un ouvrage impressionnant qui enjambera le fleuve sur mille cinq cent soixante-quinze mètres avec des raccordements routiers et ferroviaires et des aires de contrôles frontaliers dans les deux pays qui feront de ce vaste ensemble un site spectaculaire pour toute la région et bien au-delà.

Le Courrier de Kinshasa

JOURNÉE INTERNATIONALE DE SENSIBILISATION À L'ALBINISME

Une animation communautaire à l'intention des jeunes albinos

L'association Si jeunesse savait (SJS), en collaboration avec la Fondation Mwimba-Texas (FMT), a organisé, le 24 juin au siège de cette fondation dans la commune de Mont Ngafula, à Kinshasa, une animation communautaire à l'intention d'une trentaine de ses membres.

L'animation communautaire a été tenue en marge de la Journée mondiale de sensibilisation à l'albinisme, dans le cadre du projet visant la promotion de l'Intégrité corporelle. Elle a permis de sensibiliser les membres de la FMT aux notions des droits à l'autonomie et à l'intégrité corporelle. Ouvrant cette activité, le président de la FMT, Glody Mwimba, a présenté l'association SJS avec laquelle quelques activités de sensibilisation ont déjà été menées en faveur des jeunes filles et garçons albinos.

Ces activités avaient trouvé leur fondement, selon deux formatrices de cette association, Vanessa Mwika et Marie-Grâce Neema, dans un rapport établi par l'experte indépendance sur les droits humains des personnes atteintes d'albinisme au Conseil des droits de l'homme des Nations unies, Ikponwosa Ero. Ce document établit certaines violences dont les personnes atteintes d'albinisme sont victimes. Il s'agit des viols, des mutilations, des agressions, etc., résultant essentiellement de croyances populaires prêtant aux albinos des pouvoirs magiques. « Pour pallier ce fléau, de nombreuses mesures ont été mises en place en Afrique afin de mettre fin aux agressions, aux dictats sociaux, aux violences et faire en sorte que toute personne atteinte d'albinisme mène une vie libre et jouisse pleinement de ses droits », a expliqué SJS dans les motivations de cette activité.

Ainsi donc, dans le souci majeur de prévenir et de réduire



Les encadrateurs de SJS et de la FMT devant les jeunes et adolescents/Adiac

ces actes de violence décriés, SJS a organisé cette activité financée par la Fondation Lucile et David Packard, dans le cadre de son projet visant la promotion de l'intégrité corporelle des ados et jeunes albinos sur les dictats sociaux, les agressions sexuelles, les violences en lien avec l'intégrité corporelle. Vanessa Mwika et Marie-Grâce Neema ont rappelé à ces jeunes les principes de l'invulnérabilité du corps, les appelant à ne pas se soumettre aux dictats sociaux ou de les faire subir aux autres. « Il ne faut pas vous laisser influencer par les autres, par l'entourage. Il faut protéger votre corps et rester comme vous êtes. Il faut faire ce que l'on estime bon pour soi », ont-elles insisté. Elles ont demandé aux participants aux échanges de dénoncer toutes formes de violence que la communauté voudrait leur imposer. « Dans le cadre de notre projet, nous luttons pour atténuer les cas de violences », ont expliqué ces deux acti-

vistes, soulignant que même au sein des couples, les problèmes ne doivent pas être réglés par la violence.

Avoir l'estime de soi

Dans leurs interventions, Vanessa Mwika et Marie-Grâce Neema ont également conseillé aux jeunes albinos d'avoir l'estime de soi, en vue d'éviter de tomber sous le coup des dictats sociaux. « Personne ne peut t'aimer plus que toi-même », ont-elles fait savoir, notant que l'estime de soi est très importante dans les milieux de vie. Au cours des discussions, les animateurs de SJS ont recouru à des exemples de la vie courante dont l'excision, la dépigmentation de la peau, le « kilelo » ou la mode, pour bien se faire comprendre des participants. Les interventions de ces jeunes ont constitué la preuve de l'assimilation de toutes les notions évoquées.

Lucien Dianzenza

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions : Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
ÉDITION DU SAMEDI : Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC -

Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin

Mauakani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moumbélé Ngonu

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : 06 700 09 00 /
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

HOMMAGES

Les Boyomais ont honoré la mémoire de Patrice Lumumba

La seconde journée des hommages rendus à Patrice-Emery Lumumba par la population boyomaise s'est négociée, le 25 juin, dans une atmosphère plutôt ambiante et hystérique.

L'hôtel de la Poste, cet autre vestige de la colonisation, où le héros national a œuvré comme sous-chef comptable aux chèques postaux vers les années 1957, avait du mal à contenir son monde. Des Boyomais, chauffés à blanc, rivalisaient d'ardeur et d'imagination pour honorer la mémoire du premier Premier ministre du Congo indépendant. Cultes, danses, chants, saynètes, etc., tout y était pour rendre cette journée d'hommage belle et vivante. L'arrivée sur les lieux du représentant personnel du chef de l'Etat, le Pr Modeste Bahati Lukwebo, avait suffi pour booster la suite du programme.

Après le dépôt de gerbe de

fleurs au bas de la chapelle ardente, le président du Sénat, accompagné du gouverneur intérimaire Maurice Abibu Sakapela, a pu visiter quelques sites emblématiques ayant marqué le parcours de vie de Patrice Lumumba, à l'instar de l'ancien bureau de la Poste situé à quelques encablures du nouveau siège de la SCPT. Le héros national y passait du beau temps, empêtré dans ses multiples réflexions prémonitoires à son envol politique. Le chairman de la chambre haute du Parlement s'est aussi rendu au bâtiment en briques cuites appelé «Immeuble 1925», où Lumumba a travaillé comme bibliothécaire de l'administration indigène pour les mains d'œuvre. On

y retrouve encore les traces de quelques-uns de ses effets dont des bouquins en lambeaux, sa chaise ployant sous le poids de l'usure et quelques rares correspondances administratives signées de sa propre main, sans oublier le fameux coffre-fort demeuré hermétique jusqu'à ce jour.

C'est à la prison centrale de Kisangani, autrefois lieu d'incarcération de Patrice Lumumba et du prophète Simon Kimbangu, que le représentant personnel du chef de l'Etat a clos sa petite ronde, édifié par les conditions carcérales précaires qu'offre cet établissement pénitentiaire. Et Kisangani passa le témoin à Lubumbashi. La dépouille du héros national a quitté la

terre boyomaise pour Lubumbashi, prochaine étape d'une itinérance funéraire qui, telle des pièces de puzzle, tente de reconstituer une certaine histoire du Congo. Sobre, sans fioritures et restreinte à une catégorie des personnes dont les autorités politiques et les membres de la famille biologique du héros national, ainsi pouvait se résumer le cérémonial de départ de sa dépouille pour Lubumbashi.

A l'aéroport de Bangoka, l'atmosphère était plutôt pesante, tranchant avec la bruyance qui avait caractérisé les deux jours de funérailles. Pas de discours, si ce n'est le petit mot prononcé par le représentant du chef de l'Etat, le Pr Modeste Bahati Lukwe-

bo, devant la dépouille du héros national immobilisée sur le tarmac et recouverte du drapeau national. «*Nous sommes comme déliés de tout engagement et de tout serment*», a indiqué le chairman de la chambre haute du Parlement tout en implorant l'illustre disparu d'être l'interprète de son peuple dans l'au-delà de sorte que le pays puisse se redresser comme il l'avait souhaité de son vivant. Ainsi, ont pris fin les deux jours intenses d'hommages mérités à Patrice-Emery Lumumba dans la province de la Tshopo et précisément à Kisangani, considérée à plus d'un titre comme sa ville professionnelle.

Alain Diasso

COOPÉRATION

Le ministère de la Santé et le Fonds mondial entendent renforcer le système de soins de la RDC

Le ministère de la Santé publique, Hygiène et Prévention et le Fonds mondial de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme sont déterminés à renforcer le système de santé de la République démocratique du Congo (RDC), en vue de lui permettre de faire face aux différentes pandémies et épidémies futures.

La question a fait l'objet d'un entretien entre le ministre de la Santé, le Dr Jean-Jacques Mbungani, et la délégation du Fonds mondial, conduite par le gestionnaire du Portefeuille, Nicolas Farcy. D'entrée de jeu, cette délégation a salué la coopération et l'engagement du ministre Jean-Jacques Mbungani à faire évoluer les discussions sur les activités à réaliser et celles relatives aux fonds à mobiliser. «*Nous avons eu la chance d'échanger avec le ministre, avec qui nous avons abordé certains sujets, dont celui de la pandémie de covid 19 en République démocratique du Congo, des différents progrès qui ont été enregistrés aussi bien sur la vaccination mais aussi sur les capacités du pays à tester et à traiter les Congolaises et les Congolais qui sont atteints de cette pandémie*», a déclaré Nicolas Farcy Il a, par ailleurs, ajouté : «*Nous avons aussi discuté du financement du Fonds mondial et de comment arriver à orienter ce financement afin de lui donner plus d'impact possible pour renforcer le système de santé, notamment dans le cadre des prochaines pandémies qui pourraient survenir dans le pays*».

Cette délégation s'est félicitée



Le ministre de la Santé posant avec la délégation du Fonds mondial

de l'esprit coopératif du ministre Jean-Jacques Mbungani. «*La position du ministre a été celle de coopération et le Fonds mondial a toujours investi des fonds en République démocratique du Congo. Nous avons donc eu une discussion d'ordre programmatique et avons réfléchi ensemble sur des interventions à mettre en œuvre. Nous avons aussi discuté sur les fonds à mobiliser. Dans le cadre de la coopération qui est la nôtre, le Fonds mondial est aujourd'hui le premier bailleur en santé pour le pays, avec plus de trois millions de dollars investis chaque année*», a ajouté Nicolas Farcy.

Il a exhorté les autorités du pays à investir dans le secteur de la santé.

«*Nous sollicitons aussi des autorités gouvernementales d'investir dans le secteur de la santé, dans le cadre de notre politique de cofinancement. Et sur ce point, le ministre a aussi répondu positivement pour voir quels seraient les investissements que le pays pourrait effectuer, notamment dans le cadre d'achat d'intrants, des médicaments et des tests pour lutter contre les trois maladies les plus tueuses aujourd'hui dans le pays, à savoir la tuberculose, le paludisme et le VIH/sida*», a-t-il conclu.

Blandine Lusimana

SANTÉ

La DPS/ Kwilu dotée d'un bateau-ambulance

Le don de la Fondation FAC-for African children Onlus, basée en Italie, constitue un véritable ouf de soulagement pour la Division provinciale de la santé (DPS) de la province du Kwilu qui l'attendait depuis longtemps. Le bateau-ambulance été remis officiellement aux autorités provinciales, le 27 avril dernier.

Le gouverneur du Kwilu a saisi l'occasion pour remercier et féliciter l'actuel ministre de la Santé publique, le Dr Jean-Jacques Mbungani Mbanda, qui s'était impliqué personnellement en vue de l'obtention et de l'acheminement du bateau-ambulance dans cette province, alors que celui-ci était retenu à Kinshasa depuis 2018.

«*Les preuves irréfutables en ma possession attestent à suffisance que le bateau-ambulance consigné au sein des installations du PEV à Kinshasa est, selon la volonté du donateur, la fondation FAC-FOR african children onlus basée en Italie, propriété de la DPS/Kwilu. Aussi, j'ai décidé d'en autoriser la restitution à son destinataire étant donné que ce projet constitue un maillon important dans la mise en œuvre de la politique sanitaire nationale dans son volet Couverture santé universelle*», peut-on lire dans une correspondance signée par le ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention, depuis le 15 décembre 2021.

B.L.

BELGIQUE

Gladys Kazadi nommée vice-présidente du Mouvement politique « Les engagés »

Originaire de la République démocratique du Congo (RDC), députée bruxelloise et échevine, Gladys Kazadi, 28 ans, a été nommée vice-présidente du Mouvement « Les engagés », dans le cadre du renouvellement de ses instances dirigeantes. C'est la première fois qu'une personnalité jeune, femme et originaire d'Afrique subsaharienne, est nommée vice-présidente d'un parti politique belge.

Les engagés, parti social-chrétien jusqu'en 2002, puis du Centre démocrate humaniste jusqu'à maintenant, est une formation politique belge fondée en 1968 et classée au centre droit de l'échiquier politique. Une élection interne a été organisée, le 22 juin, afin d'élire la nouvelle équipe dirigeante. A cette occasion, Maxime Prévot a été élu président tandis que Gladys Kazadi et Yvan Verougstraete ont été élus vice-présidents.

En tant que vice-présidente, Gladys Kazadi sera chargée de l'action citoyenne. « Si je me suis portée candidate à cette fonction de vice-présidente à l'action citoyenne, c'est parce que je sais qu'après des mois de gestation et de réflexion pour affiner notre manifeste, notre mouvement a désormais besoin d'une mobilisation en lien avec le terrain et les réalités sociales que vivent nos concitoyens. Il est temps de déployer nos ailes en renforçant les synergies avec la société civile. Il est temps aussi de traduire nos valeurs dans un plan d'action concret », a déclaré Gladys Kazadi. La nouvelle vice-présidente considère que sa fonction sera complémentaire de son travail au quotidien: être sur le terrain, en contact avec les associations et les citoyens afin d'avancer main dans la main vers une société régénérée. « Ce qui a fait la force des centristes au début des années 2000, c'était cette

force de propositions qui résultait des contacts fréquents avec le tissu associatif et les mouvements citoyens de tous horizons. Ceux qui m'ont précédé avaient peut-être un peu perdu cet esprit et il faut renouer avec cet ADN », a-t-elle indiqué.

L'une des plus jeunes députés élue au parlement bruxellois

Gladys Kazadi est l'une des plus jeunes des quatre-vingt-neuf députés élus ou réélus au Parlement bruxellois. Elle a été élue le 26 juin pour le compte du parti politique « Centre démocrate humaniste » (CDH) dans la circonscription électorale de Berchem-Sainte-Agathe, l'une des dix-neuf communes de Bruxelles. Gladys Kazadi a obtenu le sixième siège du CDH à la région bruxelloise avec 2 088 voix.

Née le 20 avril 1994 à Nivelles (Belgique), Gladys Kazadi est l'aînée d'une famille de quatre enfants, ce qui, explique-t-elle, a suscité en elle un sens de responsabilité accru et une attitude bienveillante dès son plus jeune âge. Par ailleurs, elle a également la chance d'être une jeune femme portant une double culture: belge et congolaise. Ce qui, indique-t-elle, constitue une richesse qu'elle porte fièrement. « Cette double culture me permet notamment de



Gladys Kazadi

faire preuve d'une grande ouverture d'esprit », avoue-t-elle. Gladys Kazadi est détentrice d'un master en relations internationales de l'université catholique de Louvain et d'un bachelier en sciences politiques de l'université Saint-Louis de Bruxelles. Son mémoire de fin d'études pour son master avait comme titre « Le processus de

réconciliation comme vecteur de pacification au lendemain de conflits inter-communautaires (cas du Kivu) ». Elle s'est lancée dans la politique active en 2015 avec le CDH, après ses études en sciences politiques. Elle a été élue conseillère communale à Berchem-Sainte-Agathe lors des élections de 2018 à l'âge de 24 ans. Gladys Kazadi est égale-

ment collaboratrice au cabinet de Céline Fremault, ministre bruxelloise du Logement, de la Qualité de vie, de l'Environnement, de l'Aide aux personnes handicapées. Elle a également été secrétaire générale des étudiants démocrates humanistes de juillet 2017 à juin 2018.

Patrick Ndungidi

DOSSIER THÉOPHILE MATONDO

La FBCP interpelle le président de la Cour de cassation

Dans un message envoyé le 26 juin au juge Mukendi, président de la Cour de cassation, le président de la Fondation Bill-Clinton pour la paix (FBCP), Emmanuel Adu Cole, lui rappelle que le délai de prononciation du jugement dans le dossier de l'ancien directeur général du Bureau central de coordination (Bceco), Théophile Matondo Mbungu, tel que prévu par la loi, est largement dépassé.

« Pourtant, la chambre dirigée par le président Kazadi lui-même avait promis de rendre le verdict le 23 février 2022 mais hélas ! », a écrit Emmanuel Adu Cole. « Nous sommes maintenant à la fin du mois de juin et bientôt ce sera celui de juillet. La prononciation attendue est toujours dans la suspense total. Qu'est-ce qui est caché en tout cela ? », se demande-t-il.

Cet activiste des droits de l'homme relève que pendant les plaidoiries, les avocats de l'accusé ont démontré que son dossier judiciaire était vide. Aussi, le ministère public, organe de qualification des infractions, avait-il demandé son acquittement pur et simple.

Rappelant avoir sollicité à plusieurs reprises, sans succès, l'intervention personnelle du pré-



Théophile Matondo Mbungu/DR

sident de la Cour de cassation, la FBCP indique que cette demande reste pendante sur la table du président Mukendi. Emmanuel Adu Cole profite de cette énième

sollicitation pour rappeler au président de la Cour de cassation l'état de santé dégradant du prévenu Théophile Matondo Mbungu. « Pourtant, Théophile Ma-

tondo Mbungu est très malade et son cas devrait attirer votre attention, monsieur le président Mukendi. De toutes les façons, nous avons confiance en vous. Mais, l'urgence s'impose, étant donné que l'organe de la loi avait sollicité son acquittement et que son état de santé s'empire chaque jour », a-t-il expliqué.

Politique de deux poids, deux mesures

Réagissant, dans un autre communiqué, sur l'acquittement de l'ancien directeur de cabinet du chef de l'Etat, Vital Kamerhe, la FBCP, qui salue cette décision de justice, regrette que cette dernière pratique la politique de deux poids, deux mesures. « Nous constatons que la justice congolaise est en train de prati-

quer la politique d'une justice à double vitesse, de deux poids deux mesures. Et comment construire un État de droit avec une justice caractérisée par une telle politique ? », se demande cette organisation.

La FBCP fait constater qu'alors qu'on libère certains, des innocents sont abandonnés à leur triste sort. « Pour eux, on refuse même de prononcer les jugements, etc. Le cas de l'ancien directeur Théophile Matondo, dont le dossier est pendant à la chambre dirigée par le président Kazadi de la Cour de cassation, alors que ce dernier avait lui-même promis de prononcer le verdict le 23 février 2022 », souligne la FBCP. Cette ONG cite d'autres cas en suspens dont ceux du député honoraire Bakatsuraki Semenyi et autres.

Lucien Dianzenza

COSMÉTIQUE

Le Risien society lance la campagne « Tika tshoko »

L'action prévue pour six mois vise à influencer les habitudes cosmétiques des Kinois, en particulier, et des Congolais, en général, en les amenant à éviter des produits à base d'hydroquinone et d'autres procédés de dépigmentation de la peau. Elle a été lancée le 25 juin dernier.

La campagne prévue jusqu'au mois de décembre entre dans le cadre de la lutte que mènent Risien society et le cabinet éponyme contre les produits cosmétiques à base d'hydroquinone, en valorisant ceux à base des plantes naturelles. « Tika tshoko, salela produits Ngola ! », c'est le leitmotiv qui soutient cette campagne dont les actes seront étalés dans les six mois.

Au cours de la conférence de presse de lancement de cette activité, à la Foire internationale de Kinshasa, le président-directeur général de Risien Society, le Dr Richard Sita, a rappelé les efforts qu'ils ont menés pour valoriser la plante « sans laquelle il n'y a pas de vie ».

« Tika Tskoko », a-t-il dit, c'est non seulement un slogan

mais tout un mode de vie, un choix, une décision à prendre par tous, pour abandonner les produits éclaircissants à base d'hydroquinone ainsi que d'autres procédés visant la dépigmentation de la peau. Pour convaincre son auditoire ainsi que toute la population à abandonner ces produits éclaircissants, le Dr Richard Sita a relevé les méfaits de l'hydroquinone sur la peau. « Nous savons tous que l'hydroquinone est un produit nocif pour notre santé, pour notre bien-être. Et ceci en est de même pour tout procédé visant la dépigmentation de la peau. Beaucoup de maladies, en commençant par celles de la peau et celles des autres organes du corps humain dont le diabète, le cancer des organes internes, etc., sont notamment causées par la dépigmentation de la

peau à l'aide des produits à base d'hydroquinone ou d'autres procédés similaires », a-t-il expliqué.

Cette campagne, a-t-il indiqué, vise à amener les Kinois et tous les Congolais à changer leurs habitudes en vue d'assurer l'avenir de leur peau, et de tout leur corps. « Votre cabinet Le Risien vous propose des produits à base des plantes naturelles qui ont été utilisés depuis le commencement, par nos ancêtres. La gamme Ngola, dans laquelle on trouve le savon Ngola pour adulte et pour bébé, ainsi que la poudre Ngola, pour adulte et pour bébé, est la solution à vos problèmes de peau. En six ans d'existence de cette gamme, nous avons des témoignages qui nous rassurent que nous sommes dans le bon et que vous également, en choisissant pour votre marque, la gamme Ngola, vous avez fait un bon

choix et que vous êtes, vous aussi, dans le bon », a noté le président directeur général de Risien society. Jusqu'au mois de décembre, a-t-il fait savoir, ce cabinet est avec la population chaque jour dans le cadre de cette campagne, pour l'amener à changer ses habitudes cosmétiques en abandonnant les produits à base d'hydroquinone et à choisir les produits Ngola, qui assurent santé et bien-être. Par ailleurs, le Dr Richard Sita a révélé à l'assistance plusieurs autres formules à base des produits naturels, en dehors de la gamme Ngola, que l'on trouve dans le marché kinois et congolais, pour résoudre certains autres problèmes de la peau. Il a également promis de mettre à la disposition de la popula-

tion une brochure sur la médecine congolaise avant et après l'indépendance. Dans ses explications, il a donné les différentes rubriques que contiendra ce livre qui est en élaboration.

Notant que la gamme Ngola est adaptée à tout type de peau, le Dr Richard Sita a, en outre, fait savoir que ces produits ne conviennent pas aux albinos qui ont une peau très sensible qui demande des études plus poussées. Il a profité de cette occasion pour conseiller aux albinos de se protéger contre les rayons solaires qui leur causent des problèmes de peau, en portant des chapeaux larges bords, de lunettes solaires, des habits manches longues et de se couvrir des parasols.

Lucien Dianzenza

FOOTBALL-TRANSFERTS

Afobe attendu à Bruges, Jason Eyenga à Sparta Rotterdam

Le mercato d'été est mouvementé pour les joueurs de souche congolaise, dont beaucoup sont en train de changer de clubs.

L'attaquant international Benik Afobe Tunani, lié à Stoke City et en prêt à Millwall en Championship (D2 anglaise), est pressenti au Club de Bruges en Belgique. Le joueur de 29 ans, formé à Arsenal et passé par Trabzonspor en Turquie après plusieurs saisons en Championship (Huddersfield Town, Reading FC, Bolton Wanderers, Millwall FC, Sheffield Wednesday, Milton Keynes Dons, Wolverhampton Wanderers, AFC Bournemouth en Premier League, Stoke City, Bristol City), devrait déjà se présenter



Benik Afobe Tunani, Jason Eyenga Lokilo...



... et Kasongo Kabongo

à sa visite médicale chez le club champion de Belgique. Il viendrait renforcer le secteur offensif de Bruges suite au départ de Dost et Ademyan. Il a été appelé en sélection congolaise pour la première fois en 2017.

Autre Congolais de sang, l'attaquant Jason Eyenga Lokilo (23 ans) s'est officiellement engagé avec Sparta Rotterdam (D1 Pays-Bas) pour deux saisons, une en option. Il vient de Gornik Leczna, relégué cette saison en D2 Pologne. Le club polonais a donc été un bon tremplin pour l'ancien ailier international congolais U 17 ans, pour rebondir dans un troisième championnat qu'il va découvrir, l'Eredivise hollandaise. Formé à Anderlecht en Belgique et passé par Crystal Palace, Lorient, Doncaster Rovers en Angleterre, Jason Eyenga Lokilo a disputé 29 matches avec Gornik

Leczna, pour trois buts et six passes décisives, toutes compétitions confondues.

Isaac Tshibangu et Kasongo en D2 turque, Angha quitte l'Europe...

Signalons le départ de l'attaquant Issac Tshibangu pour la Turquie. Arrivé à Anderlecht la saison dernière en provenance du Tout Puissant Mazembe de Lubumbashi, il n'a pas pu arracher une place chez les A, ayant évolué avec les U21 des Mauves (13 matches et 2 buts). Il va donc relancer sa jeune carrière et chercher du temps de jeu à Bandirmaspor en D2 Turquie où il va retrouver un autre international congolais, le milieu défensif Rémy Mulumba.

Il a signé jusqu'en 2025 dans cette équipe qui a loupé d'accéder en Super Lig (la D1 Turquie). Le club continue de

nourrir l'ambition pour l'élite du football turc et renforce pour ce faire son ossature. Toujours en D2 turque, l'attaquant international Kasongo Kabongo a quitté Boluspor pour intégrer Sakaryaspor jusqu'en 2024, club évoluant en D2 depuis deux saisons. Il y a cinq ans, Sakaryaspor évoluait en D5

Enfin, l'on note l'arrivée du défenseur central Martin Angha à Al Adalah en D1 Saoudienne, en provenance de Fortuna Sittard en D1 hollandaise où il a joué pendant trois saisons. Il a disputé 33 matches toutes compétitions confondues lors de la saison qui vient de s'achever. A 28 ans, l'ancien joueur de Nuremberg, en Allemagne, et d'Arsenal, en Angleterre, quitte donc l'Europe pour apporter son expérience dans ce club de l'Arabie saoudite.

Martin Engimo

AFRIQUE

La Zlécaf aura un effet positif sur le commerce intra-africain

93% des chefs d'entreprise africains s'attendent à ce que la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlécaf) entraîne une hausse du commerce intra-africain, selon un sondage du Comité panafricain du commerce et de l'investissement du secteur privé (Paftrac). Un taux en hausse par rapport à l'édition 2021 (86,7 %).

Intitulé « Paftrac Africa CEO Rapport d'enquête sur le commerce 2022 - Evaluer l'impact de la Zlécaf sur le commerce africain » (Paftrac Africa CEO trade survey report 2022-Assessing the impact of the AfCFTA on African trade), l'enquête a été faite auprès de plus de 800 présidents directeurs généraux africains originaires de quarante-six pays entre mars et juin 2022. Sur les 93% des dirigeants qui se déclarent confiants dans la capacité de la Zlécaf d'augmenter les échanges commerciaux intra-africains, 26% se décrivent comme étant « très confiants ».

Les chefs d'entreprise sondés citent plusieurs avantages de la zone, notamment l'ouverture de nouveaux marchés pour l'exportation des biens et des services (19,6 %), la possibilité d'exporter davantage à l'échelle régionale (16,6 %), l'encouragement de l'investissement pour développer l'entreprise à l'échelle régionale (14,6 %), l'encouragement de la création de pôles industriels régionaux (14,6 %), la réduction des coûts opérationnels (12,3%) et de la paperasse associée aux exportations (11,3%). 70% des présidents directeurs généraux sondés décrivent l'impact de la Zlécaf sur leurs entreprises comme étant positif ou très positif. Ce qui souligne leur confiance dans la capacité de leurs propres entreprises à être compétitives et à prospérer dans le contexte de marchés plus ouverts. 28% sont cependant ambivalents quant à l'impact de l'accord de libre-échange sur leurs entreprises. Ils estiment que l'effet de la Zlécaf ne sera ni positif ni négatif sur leurs entreprises.

Absence d'information sur les opportunités offertes En raison des inquiétudes relatives à une plus forte concurrence en cas de levée des barrières commerciales et d'autres formes de protectionnisme, 4% des chefs d'entreprise pensent que la Zlécaf a eu ou aura un impact négatif sur leurs entreprises. Concernant les principaux obstacles qui empêchent d'exporter vers d'autres pays du continent, les présidents directeurs généraux citent l'accès à l'information sur les marchés et opportunités (18%), l'accès à l'information sur les partenaires commerciaux (13,6 %), le risque de paiement de la contrepartie (9,6%), la sécurité et la sûreté (9,3%), la concurrence déloyale et le rôle des subventions (7,3%), les infrastructures et/ou services de transport et la logistique (6,4%), la stabilité politique (5,9%), les tarifs douaniers élevés (5,9%) et les longs délais douaniers (5,7%). Les présidents directeurs généraux africains demeurent aussi mal informés sur les opportunités que présente la Zlécaf. En réponse à la question « Savez-vous où, et comment accéder à des informations utiles sur la Zlécaf ? », 38,62% répondent par oui, et 61,38% déclarent ne pas savoir. Ce qui souligne la nécessité de déployer davantage d'efforts pour fournir les informations requises aux opérateurs économiques.

Noël Ndong

SAHEL

La recrudescence des violences terroristes préoccupe de nombreux observateurs

Trois pays de la région - Mali, Burkina Faso et Niger - sont confrontés ces derniers mois aux activités meurtrières de groupes djihadistes liés à Al Qaïda et à l'Etat islamique qui menacent également de déstabiliser certaines nations du golfe de Guinée plus au sud dont le Togo et le Bénin. La situation se dégrade de plus en plus au moment où la force française Barkhane poursuit son retrait du Mali alors que la junte malienne rapatrie ses troupes de l'alliance militaire régionale.

Naguère donnés pour diminués, les djihadistes affiliés à l'Etat islamique au Sahel et d'autres groupes armés ont étendu leur champ d'action dans la région, signant leur présence par des massacres de civils. Ces violences font de nombreuses victimes dans la région : civils, employés des organisations non gouvernementales (ONG), soldats de la force régionale, casques bleus.

Au Mali, par exemple, en plus des morts enregistrés ces derniers mois, le gouvernement a attribué à la Katiba Macina l'attaque terroriste contre la population, intervenue dans la nuit du 18 au 19 juin, qui s'est soldée par la mort de 132 civils à Diallassagou et dans deux localités environnantes du centre du pays. Le massacre a eu lieu dans l'un des principaux foyers de la barbarie qui ensanglante le Sahel depuis des années.

Du côté du Burkina Faso voisin, les attaques djihadistes ne diminuent pas non plus, et la plus récente perpétrée dans la nuit du 11 au 12 juin contre le village de Seytenga (nord) a coûté la vie à 86 civils, un des plus lourds bilans depuis la prise de pouvoir de la junte militaire en janvier. Ce qui a contraint Ouagadougou à décider de la création de deux « zones d'intérêt militaires » dans la partie concernée où toute « présence humaine est interdite », afin de lutter contre les violences djihadistes meurtrières. Selon un rapport d'une coalition d'ONG ouest-africaines, le nombre de civils tués dans des attaques attribuées à des

groupes extrémistes a quasiment doublé depuis 2020 au Sahel central. Avant Seytenga, il y a eu les massacres - pour la plupart jamais revendiqués - de Tamalat (Mali, une centaine de morts en mars 2022), Ouatagouna (Mali, une cinquantaine de morts en août 2021), Tilia (Niger, 141 morts en mars 2021). Toutes ces localités sont situées dans la zone dite des trois frontières.

La situation ne s'améliore pas avec la présence des mercenaires russes

« Jamais au Sahel, les massacres de civils ne se sont succédé de la sorte », note un responsable onusien tenu à l'anonymat par les règles de l'organisation. « Du Gourma malien à la frontière Mali-Niger en passant par l'Oudalan (nord du Burkina Faso), les groupes terroristes sont là et s'étendent », déplore, de son côté, un élu local malien s'exprimant sous couvert d'anonymat pour des raisons de sécurité. Une extension confirmée par le président du Niger, Mohamed Bazoum, et par Mathieu Pellerin, chercheur français spécialiste de la région, selon lequel la survie de l'Etat islamique « passe par son expansion ». Ce qui pousse la population de chaque pays concerné à organiser des marches pour réclamer la protection de son Etat. Le retrait en cours des forces françaises et européennes du Sahel inquiète nombre d'acteurs, qui constatent une recrudescence d'activité des

groupes armés. A ce sujet, les Nations unies ne cessent de tirer la sonnette d'alarme sur le vide sécuritaire créé par le départ des forces étrangères. De même, de nombreux observateurs se disent gravement préoccupés par la dégradation sécuritaire au Sahel.

« Depuis le début de cette année, nous avons constaté une détérioration de la zone des trois frontières avec des effets conséquents sur les régions de Ménaka et de Gao », alors que la force Barkhane plie bagage, relève l'émissaire des Nations unies pour le Mali au Conseil de sécurité, El-Ghassim Wane. Pour sa part, le chancelier allemand, Olaf Scholz, qui a séjourné en mai dernier au Niger, pense que cette situation « ne s'améliorera pas avec la présence de mercenaires russes au Mali ». Berlin souhaite, de ce fait, « avoir une bonne coopération » avec d'autres pays dont le Niger « pour assurer la sécurité dans la région » où le nombre de personnes déplacées ne cesse d'augmenter.

Si le Mali, le Burkina Faso et le Niger sont aux prises avec des insurrections djihadistes, il sied de noter que les Etats voisins comme le Ghana, le Togo et la Côte d'Ivoire s'inquiètent de débordements à leurs frontières. Quant au Bénin, il en a déjà fait les frais en février dernier après la mort dans le nord de neuf personnes, dont un Français, dans trois attaques à la bombe artisanale, les plus meurtrières dans le pays.

Nestor N'Gampoula

LUTTE CONTRE LA POLLUTION DES MERS

Lisbonne accueille la conférence internationale sur les océans

La ville capitale du Portugal abrite, du 27 au 2 juillet, la deuxième conférence internationale des Nations unies sur les océans et la surpêche.

La rencontre de haut niveau permettra aux participants, notamment les chefs d'Etat et de gouvernement, les experts du domaine de l'environnement et les représentants de la société civile de mettre en place une nouvelle politique, susceptible de protéger les océans. Elle fait suite à un constat selon lequel la pollution liée aux plastiques, précisément ceux à usage unique, devient un véritable fléau pour

la biodiversité marine. Et, à ce rythme, la pollution plastique va tripler d'ici à 2060 à un milliard de tonnes par an. Alors que son interdiction avait fait l'objet d'un accord de principe lors de la précédente conférence onusienne qui s'est tenue à Nairobi, au Kenya. « Cette réunion constitue pour nous tous un moment important de prendre des engagements forts et discuter de front sur les questions liées à la

pollution, à la surpêche et au fonds marin. Ceci, pour préserver l'avenir de nos océans. La protection des océans nécessite un multilatéralisme fort », ont précisé les organisateurs.

Soigner les mers, une ressource indéniable pour la vie des hommes

Ils ont ajouté que d'autres sujets qui feront l'objet d'échanges sont ceux liés à la surpêche, aux aires marines protégées, aux ressources minières des fonds marins, à la conservation et à la restauration des écosystèmes

marins. Réitérant l'importance des mers pour la vie des hommes, l'Organisation des Nations unies (ONU) a signifié qu'il est temps de mettre sur pied une meilleure stratégie de leur sécurisation, parce qu'elles génèrent la moitié de l'oxygène que nous respirons et représentent une source vitale de protéines pour le quotidien de milliards de personnes. Car, l'océan joue un rôle clé pour la vie sur terre, en mitigant les impacts du changement climatique. « En absorbant environ un quart de la pollution au CO2 pendant que les émissions ont

augmenté de 50% au cours des soixante dernières années, la mer devient plus acide et déstabilise les chaînes alimentaires aquatiques et réduit sa capacité à capter toujours plus de gaz carbonique. Le problème, c'est les emballages de plastique », conclut l'ONU. Elle spécifie qu'en résorbant plus de 90% de l'excès de la chaleur provoquée par le réchauffement climatique, l'océan subit de puissantes vagues de chaleur marine qui détruisent de précieux récifs coralliens.

Rock Ngassakys

AFFAIRES SOCIALES

Élargir le registre social dans le ciblage des personnes vulnérables

Un atelier a réuni, à Brazzaville, les acteurs de plusieurs administrations en vue de l'élargissement et de la consolidation du Registre social unique, un outil de ciblage des personnes pauvres et vulnérables bénéficiaires des prestations sociales.

Le Registre social unique est un système d'information qui gère les données et statistiques des ménages pauvres au profit des programmes de protection sociale. Il a pour fonctions, entre autres, d'enregistrer, de centraliser et d'orienter la demande sociale des personnes pauvres et vulnérables ; de produire pour chaque ménage enquêté un code d'identification unique à l'usage des programmes de protection sociale ; d'extraire à la demande des structures de prise en charge les listes des bénéficiaires potentiels répondant à un ensemble de critères prédéfinis ; de fournir les indicateurs sur l'efficacité des programmes de protection sociale sur la population ciblée.



Les orateurs lors de l'atelier d'élargissement du RSU

« Le Registre social unique est une base de données déjà opérationnelle dans le cadre du projet Lisungi. D'autres programmes et administrations de l'Etat peuvent s'en inspirer en

matière de ciblage des bénéficiaires de leurs prestations. C'est pourquoi, nous travaillons à l'extension de registre », a expliqué Raphaël Akoli, directeur des études et de la planification

du ministère des Affaires sociales et de l'Action humanitaire. C'est, en effet, sous l'égide de ce département ministériel que l'atelier s'est tenu en présence des partenaires au dévelop-

pement.

Les communications l'ayant ponctué ont permis aux participants, représentants des différentes administrations, de comprendre le bien fondé du Registre social unique afin de proposer des mesures adéquates en vue d'une implication élargie et harmonisée du processus d'expansion dudit registre, a souligné le coordonnateur du projet Lisungi, Constant Kiakouama. « Le Registre social qui permet d'assurer, entre autres, la traçabilité de l'aide apportée aux ménages peut être utilisé par n'importe quel service », a-t-il indiqué, évoquant l'agenda sur l'expansion de ce document et la mobilisation des parties prenantes.

Rominique Makaya et Guynelvie Bounkou (stagiaire)

NUMÉRIQUE

Des jeunes édifiés sur l'intelligence artificielle

Les start-up Chi-Tech-Innova, regroupant des jeunes inventeurs dans la fabrication des drones et développement des solutions numériques et intelligence artificielle, ont animé le 25 juin, à Brazzaville, une conférence-débat sur le thème « L'importance de l'intelligence artificielle au Congo ». L'objectif étant d'inciter les jeunes à évoluer dans le domaine du numérique.



Des participants à la conférence de presse/Adiac

Le thème « L'importance de l'intelligence artificielle au Congo » a été développé par Didier Medalvy Dieuville Nkoubou, étudiant en électronique. Il a souligné l'importance de l'intelligence artificielle à résoudre les problèmes plus complexes qui favorisent la vie de l'être humain. Selon lui, il existe deux types de machines pour l'intelligence artificielle : le learning et le deep learning. « Nous voulons bien mettre à la disposition des jeunes congolais désirant embrasser ce domaine des formations avec des experts et coach pour les suivre sur le plan national ainsi qu'en ligne », a dit l'orateur. Il a précisé que l'intelligence artificielle ne prendra pas la place de l'homme mais elle vient pour l'aider à accomplir les tâches difficiles en un temps

record.

De son côté, le manager de la startup Win-Tech, Willy Gambou, invité à cette conférence-débat, a encouragé cette initiative de mettre à la disposition de la jeunesse des formations liées à la technologie à travers l'école. Il a rappelé l'existence de la récente loi dans le domaine des start-up au Congo, permettant d'encadrer et d'aider les start-up dans l'exercice de leurs tâches, ainsi que la mise en place d'une base de données pour leur permettre d'émerger.

L'autre fait de cette conférence-débat a porté sur la démonstration des objets connectés, notamment le coffre-fort avec empreinte et capteur de présence des ampoules.

Lydie Lydie Oko

EGLISE CATHOLIQUE

L'assemblée spéciale des ouvriers apostoliques ouverte à Brazzaville

L'assemblée spéciale des ouvriers apostoliques de l'archidiocèse de Brazzaville s'est ouverte le 27 juin, sous l'égide de Mgr Bienvenu Manamika Bafouakouahou.



L'ouverture de l'assemblée spéciale des ouvriers apostoliques/Adiac

Lors de la célébration eucharistique tenue la veille, l'archevêque métropolitain de Brazzaville a souligné que cette activité marque une nouvelle phase de vie de l'archidiocèse. « La rétrospective ne suffit pas, il faut bâtir l'avenir. Il s'agit de façonner ensemble le visage de notre archidiocèse », a-t-il fait savoir.

A l'ouverture des travaux, le président du secrétariat général de l'assemblée spéciale des ouvriers apostoliques, l'abbé Jonas Koudissa, a abondé dans le même sens en évoquant les maux qu'il faudra exorciser. « Cette assemblée se veut être un haut lieu de recherche de sens,

du sens ecclésial commun qui aura la faculté de guérir nos frustrations et nos blessures devenues ankylosantes, nos traumatismes qui semblent nous condamner au perpétuel recommencement, hypothéquant ainsi notre avenir », a-t-il déclaré.

Il faudra attendre les conclusions de cette assemblée spéciale, qui prendra fin le 2 juillet, pour se faire une idée du nouvel élan de communion, d'affermissement et de renouveau que veut prôner l'archidiocèse de Brazzaville pour sa transformation, son évolution.

R.M. et G.B. (stagiaire)

LÉGISLATIVES 2022

Plus de vingt ministres engagés dans la course

Débutée le 24 juin dernier à minuit, la campagne pour les élections législatives et locales des 4 et 10 juillet prochain a atteint sa vitesse de croisière. Pour cent cinquante-et-un sièges à pouvoir à l'Assemblée nationale, plus de deux mille candidats sont en lice dont le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, et vingt-et-un autres membres du gouvernement.

La plupart des membres de l'exécutif se sont engagés dans l'arrière-pays à l'exception du chef du gouvernement qui brigue le siège de Loandjili I, à Pointe-Noire; de Jean-Marc Thystère Tchicaya à Mvou-Mvou I (Pointe-Noire) et d'Inès Nefer Ingani à Moun-gali II (Brazzaville).

La loi autorise aux ministres candidats de prendre congé de leurs fonctions administratives en période de campagne électorale. A l'allure où vont

les choses, certaines administrations publiques vont tourner au ralenti durant tout ce moment.

Notons qu'aucun des membres du gouvernement qui seront élus à l'issue de ces joutes électorales ne va siéger à l'hémicycle, conformément aux textes. Ils seront tous représentés par les députés suppléants. Deux départements n'ont pas enregistré de candidature d'un membre du gouvernement, notamment la

Likouala et le Kouilou.

Par ailleurs, l'on constate un nombre impressionnant d'anciens ministres candidats au scrutin législatif dont la plupart sont des députés sortants. Il s'agit, par exemple, des anciens ministres Gilbert Ondongo (Owando), Marcel Mbani (Zanaga), Rigobert Maboundou (Mfouati), Léon Alfred Opimbat (Mbomo), Charles Nganfouomo (Etoumbi), Alain Moka (Impfondo). Sur les deux mille candidats,

127 appartiennent au Parti congolais du travail (pouvoir), 45 à l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (opposition), alors que le reste représente les alliés du parti au pouvoir, les indépendants et les autres formations politiques de l'opposition.

Nul n'étant gagné d'avance, chaque candidat fait feu de tout bois. Car, il est question de convaincre les électeurs afin qu'ils se prononcent le moment venu en sa faveur.

Les candidats des circonscriptions électorales de l'intérieur du pays sont tenus de passer d'une localité à une autre persuader les potentiels électeurs.

Dans certains cas de figure, des députés sortants se retrouvent seuls dans une circonscription tandis que d'autres affrontent des challengers comme c'est le cas à Mouyondzi, dans le département de la Bouenza.

Christian Brice Elion

Josué Rodrigue Ngouonimba a lancé sa campagne à Djambala

Le candidat du Parti congolais du travail (PCT) aux législatives dans la circonscription électorale de Djambala 1, chef-lieu du département des Plateaux, Josué Rodrigue Ngouonimba, a ouvert le 25 juin sa campagne en sillonnant les différents quartiers composant cette circonscription électorale.



Josué Rodrigue Ngouonimba en pleine campagne à Djambala/DR

Le coup d'envoi marquant le début de la campagne pour Josué Rodrigue Ngouonimba et son suppléant, Norbert Nkoukouli, a été lancé à Djambala en présence des milliers de personnes venues démontrer leur soutien et exprimer leur considération à l'égard du candidat. Accueilli dans une ambiance électrique marquée par les danses et chants traditionnels du terroir, notamment Obitan, Matsèmè et des vocales mbossi ; des cris ; des pancartes brandies en son honneur, Josué Rodrigue Ngouonimba a pleinement vécu ce moment grandiose consacré par les ressortissants de Djambala.

Soutien au candidat

Afin d'apporter leur soutien au candidat Josué Rodrigue Ngouonimba, les ressortissants de Djambala à Brazzaville ont récemment organisé une collecte financière qui servirait au renforcement de besoins financiers relatifs aux législatives du 10 juillet prochain. « Nous, natifs de Djambala résidant à Brazzaville, avons eu l'idée de créer un comité de soutien afin de faire élire dès le premier tour notre candidat Josué Rodrigue Ngouonimba. Pour ce faire, nous avons procédé à l'organisation d'une quête pour lui prouver notre fidélité et notre soutien. L'enveloppe sera remise à qui de droit. Je sais que vous êtes déjà élu ! », a indiqué un représentant du comité de soutien.

Gloria Imelda Lossele

Jacqueline Lydia Mikolo à la conquête des suffrages de Mouyondzi

La candidate du Parti congolais du travail (PCT), dans la circonscription électorale unique de Mouyondzi, département de la Bouenza, est officiellement entrée en campagne le 26 juin à la Place rouge.



Premier jour de campagne de la candidate Jacqueline Lydia Mikolo/DR

« Mouyondzi est une localité productive sur le plan agricole et bien d'autres. Nous allons ensemble continuer à réunir les conditions pour produire davantage et commercialiser afin que notre communauté urbaine contribue au développement socio-économique du pays », a indiqué Jacqueline Lydia Mikolo, devant une foule en liesse, scandant les chants de victoire au rythme de la musique traditionnelle du terroir.

La population, qui a déjà les prémices des opportunités offertes à travers quelques actions pour exprimer leur sa-

voir-faire dans divers secteurs : agricole, artisanale... n'a pas hésité, en ce tout premier jour de campagne, de promettre à la candidate Jacqueline Lydia Mikolo une victoire massive dès le premier tour. La promesse concerne également les candidats sur la liste du PCT aux locales.

Mouyondzi c'est l'une des plus grandes sinon la plus grande circonscription électorale unique dans ces législatives et locales. Elle compte plus de soixante mille habitants, soixante-trois villages, dix-sept quartiers. Dans la conquête des suffrages pour cette course électorale vers

l'hémicycle, Jacqueline Lydia Mikolo n'est pas seule en lice. Face à elle il y a, entre autres, le député sortant, Michel Mboussi Ngouari, du Mouvement national libération du Congo ; Brice Mvoula Kaya de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale ; Claudine Munari, du Mouvement pour l'unité, la solidarité et le travail...

La population qui a promis une victoire éclatante à la candidate Jacqueline Lydia Mikolo, dès le premier tour, s'est donc donné une obligation des résultats le 10 juillet prochain, jour du scrutin.

Rominique Makaya

TALANGAI 5

Claudia Sassou N'Guesso multiplie des contacts directs avec la population

La candidate du Parti congolais du travail (PCT) dans la cinquième circonscription électorale de Talangai, Claudia Ikia Sassou N'Guesso, multiplie, depuis le 24 juin, des contacts directs avec ses potentiels électeurs au double scrutin des 4 et 10 juillet prochains.

Candidate à sa propre succession, elle a remis le 25 juin dernier aux habitants du quartier 72 Manianga un escalier en béton armé afin de leur permettre d'accéder sans trop de difficultés à la voie goudronnée. « Il y a quelques années, un groupe de jeunes était venu me voir pour dire que maman nous avons du mal à atteindre la voie principale, parce que nous sommes dans le fond. Ils avaient besoin d'un petit escalier pour leur permettre de monter facilement, j'avais donné ma parole en disant je vais m'organiser. Nous y sommes, c'est très modeste mais c'est un symbole par rapport à la population », a justifié la députée sortante de Talangai 5.

Un geste positivement accueilli par la jeunesse de ce quartier : « Ce moment est un jour de gloire pour notre quartier. Il nous libère de tout ennui pour franchir notre artère principale afin d'y vaquer librement à nos



occupations. Votre regard attentif à l'égard de notre quartier s'est confirmé au vue de tout le monde par l'implantation des escaliers en béton armé qui demeureront de génération en

génération. La jeunesse de Ngamakosso est consciente de votre détermination infatigable dans la résolution des problèmes qui minent notre quartier », a déclaré le président des jeunes de Ma-

nianga, Abissina Okana. Mettant à profit la journée du dimanche 26 juin, la candidate du PCT et ses équipes ont participé à une messe d'action de grâce qu'elle a demandée en

la paroisse Saint-Joseph, Tout pour le peuple, de Petit-chose. « Chaque fois que j'ai commencé une campagne électorale, je l'ai toujours confié au seigneur ; j'ai toujours demandé au bon Dieu de nous guider, de nous accompagner et de faire en sorte que la campagne se passe bien dans le calme. Et généralement, à la fin de la campagne, je reviens remercier le seigneur. J'aime beaucoup Saint-Joseph, Tout pour le peuple. Il n'y a pas de hasard, le nom de la paroisse va toujours dans le sens de mes plaidoyers depuis le début », a rappelé Claudia Ikia Sassou N'Guesso. Elle s'est, par ailleurs, entretenue avec les vendeuses des marchés Maman Mboulal, Ngamakosso et Petit-chose. A cette occasion, elle leur a apporté une aide financière afin de soutenir leurs activités commerciales, les appelant à aller voter pour le PCT le 10 juillet.

Parfait Wilfried Douniama

Le Club 2002 France Europe PUR affiche son soutien aux candidats de son parti

La Fédération France Europe du Club 2002 PUR a tenu, le 23 juin, à Paris une réunion stratégique consacrée aux préparatifs des scrutins des 4 et 10 juillet prochains au Congo et apporte son soutien à tous les candidats de son parti.

De Paris, la Fédération France Europe du Club 2002, Parti pour l'unité et la République (PUR) au Congo, vingt ans d'existence depuis sa création en 2002, apporte son soutien indéfectible aux candidats qui porteront les couleurs de son parti.

Pour le secrétaire chargé à l'organisation et à la vie du parti de la Fédération France Europe, Yollas Sosthène Dinghat, la campagne qui s'est ouverte depuis le 24 juin doit être le top départ afin que tous ensemble au sein de son parti, cadres, militants et sympathisants, prennent massivement part aux divers canaux de mobilisation pour soutenir les candidats de cette formation de la majorité présidentielle.

Il explique qu'il s'agit de mettre en application les directives données par Juste Désiré Mondelé, secrétaire général du Club 2002 PUR, à savoir respecter la méthodologie, ce schéma ayant permis le choix des candidats en tenant compte de certaines spécificités locales et exigences de terrain ainsi que d'autres arbitrages opérés au sein de la majorité présidentielle tel que l'a fait savoir Louis Gabriel Missatou, porte-parole de la majorité présidentielle, candidat dans la circonscription de Lumumba I, Pointe Noire. « Ceux et celles qui ont été choisis après la campagne d'enrôlement doivent être soutenus », a confié le secrétaire chargé à l'organisation et de la vie du parti, soucieux de ratisser large et d'assurer une majorité confortable à l'Assemblée nationale, au chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, au profit des Congolais au pays et à ceux de l'étranger.

Durant la campagne, depuis Paris, sans en dévoiler la stratégie, d'une manière collégiale, la Fédération France Europe prévoit de multiples actions à mener en rapport avec ce soutien. Des messages seront adressés ou des causeries de proximité seront organisées.

Marie Alfred Ngoma

OUENZÉ I

Juste Désiré Mondelé marque son entrée en campagne par une marche sportive

Le candidat du Club 2002, Parti pour l'unité et la République (PUR), Juste Désiré Mondelé, a officiellement lancé le 26 juin sa campagne électorale à travers une marche sportive, qui a permis aux participants de sillonner les différents quartiers que compte la première circonscription électorale de Ouenzé, à Brazzaville.



Juste Désiré Mondelé marchant avec des potentiels électeurs/DR

La marche dominicale a été une occasion pour Juste Désiré Mondelé, entre autres, d'échanger avec ses potentiels électeurs des quartiers 59 ; 54 et 51.

Investi par son parti, le député sortant de Ouenzé se présente aux législatives des 4 et 10 juillet prochains avec la bénédiction de la majorité présidentielle. « Une marche sportive pour la santé de tous, cela veut dire que la santé est comme la paix. Sans la santé, on ne peut rien faire, comme sans la paix, il ne

peut avoir le développement, à Ouenzé nous avons cette culture de la marche. La journée d'aujourd'hui a été celle d'une grande marche, nous montrons aussi que le peuple de Ouenzé est en forme, il est derrière son candidat, le candidat de la majorité présidentielle », a expliqué Juste Désiré Mondelé.

Selon le secrétaire général du Club 2002-PUR, la période électorale est un moment festif, une période qui fait bon vivre. C'est ainsi qu'il a déploré des actes inciviques

consistant à déchirer les affiches de certains candidats au profit des autres. « L'élection est un moment important de la démocratie, d'échange, de rencontre avec toute la population. Donc, c'est un moment d'humilité, le politique doit être humble parce qu'il doit répondre de son bilan et celui qui n'a pas de bilan doit expliquer son offre. Il n'est point besoin de déchirements dans tel ou tel département », a appelé Juste Désiré Mondelé.

P.W.D.



CONNECTEZ-VOUS À L'INTERNET TRÈS HAUT DÉBIT ILLIMITÉ SPEED GRÂCE AU CRÉDIT NUMÉRIQUE DES MUCODEC



Dans le cadre de la mise en œuvre de son vaste plan stratégique « Transform », Congo Telecom poursuit le développement des partenariats avec diverses institutions financières pour renforcer son activité et ses différentes opérations.

C'est ainsi que l'opérateur historique s'est associé à la Fédération des MUCODEC pour sa nouvelle offre, le crédit numérique, une offre à la consommation destinée aux sociétaires de cette institution pour le financement annuel de leur abonnement internet SPEED.


Grâce au crédit numérique, les sociétaires de la fédération des MUCODEC peuvent désormais bénéficier d'un crédit à un taux de 0% pour financer leur abonnement annuel internet illimité SPEED de Congo Telecom.

Souscrire au crédit numérique c'est aussi bénéficier des avantages suivants :

- Une remise de 10% sur un abonnement annuel SPEED (de 12 Mbps à 100 Mbps)
- Un montant maximum de crédit s'élevant à 2.000.000 FCFA
- Un kit matériel gratuit (câble + modem wifi)

Pour toutes informations complémentaires, veuillez-vous rapprocher des agences Congo Telecom ou de votre gestionnaire de crédit MUCODEC.

Pour plus d'infos, contactez-nous via les canaux ci-dessous :

 Congo Telecom : 22 22 / Mucodec : 06 987 90 00



CONSOMMATION

Le gouvernement interdit l'exportation de la farine de blé subventionnée

Les autorités congolaises ont pris une série de mesures pour tenter de juguler la flambée de prix des produits alimentaires, en subventionnant la farine de blé nécessaire à la fabrication du pain. Dans une récente correspondance adressée à son collègue de l'Administration du territoire, le ministre d'État en charge du Commerce, Alphonse Clause N'Silou, s'est insurgé contre le trafic de la farine de blé subventionnée vers les pays voisins.

Le stock de farine de blé représente une valeur de 2,2 milliards FCFA, et le gouvernement a décidé de rembourser aux commerçants (minotiers) le montant au-dessus du prix d'achat. Une commission interministérielle Commerce-Finances a même été mise en place pour estimer le gap à rembourser allant de juillet à décembre 2022. L'objectif étant de garantir le prix et le poids du pain ainsi que celui du sac de farine en vente dans le pays.

« Le gouvernement de la République fournit d'énormes sacrifices en subventionnant l'achat du blé pour maintenir le prix du sac de farine actuel. Cela permet à la population de bénéficier d'un prix du pain accessible. De même, cela contribue à la paix sociale dans notre pays. Pour protéger notre population contre la famine qui la menace, le gouvernement a formellement interdit l'exportation et la réexportation des produits alimentaires et des intrants agricoles », a rappelé Alphonse Clause N'Silou.

Une quantité importante de ce produit alimentaire est sortie du territoire national pour être vendue sur les marchés des pays voisins, selon le ministre du Commerce. Il a pointé la complicité des agents congolais de la police, de la gendarmerie, des douanes et du commerce, évoluant dans les postes frontaliers. Le ministre a invité son collègue de l'Administration du territoire, de la Décentralisation et du Développement local à instruire ses services, afin de mettre fin « sans délai » à l'exportation des produits alimentaires et des intrants agricoles. « Mission devra être donnée à nos services respectifs d'identifier et de démanteler les réseaux de ce trafic et sanctionner lourdement les promoteurs. Le Congo ne peut pas se permettre de subventionner les économies des pays voisins au détriment de sa population et de ses finances », a-t-il martelé.

La République du Congo fait face depuis plusieurs mois à une hausse vertigineuse des prix des produits de première nécessité, qui s'est accentuée avec le conflit armé en Europe, notamment en Ukraine.

Fiacre Kombo

INVESTISSEMENTS PUBLICS

Une enquête s'ouvre en août prochain

Des enquêteurs issus des organisations de la société civile (OSC) vont effectuer en mois d'août prochain, une mission de suivi concernant des investissements publics réalisés dans les secteurs de la santé et de l'éducation, entre 2014 et 2019.



Photo de famille des participants à l'atelier Adiac

Prélude à cette mission de terrain, les OSC sélectionnés par le Projet des réformes intégrées du secteur public (Prisp), pour la cause, prennent part du 27 au 30 juin à Kintélé, à un atelier de préparation qui a pour objectif de permettre à ces derniers d'examiner les documents de bases concernant la classification de la nomenclature budgétaire de l'Etat, puis d'avoir la maîtrise des outils de collecte de données.

« Cet atelier est nécessaire pour la préparation des documents de base qui vont permettre de

réaliser les missions de suivi budgétaire sur le terrain et faciliter l'opération de collecte données par le biais des applications en ligne », a indiqué le coordonnateur par intérim du Prisp, Patrick valery Alakoua, avant de préciser qu'il s'agit de réaliser des missions de suivi physique des projets de construction, de réhabilitation et d'équipement exécutés, dans un premier temps, dans les secteurs de la santé et de l'éducation dans une période donnée.

Notons que l'atelier de prépara-

tion de ladite mission de suivi à l'endroit des osc s'inscrit dans la composante 3.2 du Prisp, portant sur le renforcement des capacités des OSC, pour le suivi des actions de l'état en vue de bien gérer les finances publiques.

Lancé en 2019, sur financement du Congo et de la Banque mondiale à hauteur de 40 millions de dollars, le Prisp a pour objectif d'améliorer la gestion des ressources publiques et la responsabilisation en République du Congo.

Lopelle Mboussa Gassia

ENTREPREUNARIAT

Des progrès réalisés dans le secteur des MPME

La célébration de la cinquième édition de la Journée mondiale des Micro, petites et moyennes entreprises (MPME), le 27 juin de chaque année, a donné l'occasion à la ministre en charge du secteur, Jacqueline Lydia Mikolo, de dresser un bilan à mi-parcours des réalisations faites, en vue d'améliorer et de maintenir les performances des secteurs des PME, de l'artisanat et de l'informel qui contribuent au développement de l'économie nationale.

Placé sur le thème « Les micro, petites et moyennes entreprises, clé d'une relance durable et inclusive », la célébration de la Journée mondiale des MPEM rappelle la place qu'elles gagnent dans les économies des pays du monde et leur importance au fil des ans. Elle vise à mettre en lumière le rôle moteur des MPME dans la création d'emplois, la réduction de la pauvreté, le développement économique et la cohésion des sociétés.

Dans sa déclaration pour la circonstance, la ministre Jacqueline Lydia Mikolo a révélé la vision du gouvernement à réduire le niveau de pauvreté, à créer des richesses et des emplois à travers un vaste chantier de diversification de l'économie nationale traduit par l'adoption de la politique nationale de développement des PME et de l'artisanat. En effet, le bilan à mi-parcours fait par la ministre s'est articulé autour de trois grands axes : les PME ; l'artisanat et le secteur Informel.

Pour ce qui est des PME, leur écosystème a été redynamisé par la mise en place des structures sous tutelle parmi lesquelles l'Agence congolaise pour la création des entreprises (ACPCE) et le Fonds



La ministre Jacqueline Lydia Mikolo visitant le siège renové de l'ACPCE, l'une des structures qui s'emploie à l'amélioration du secteur/Adiac

d'impulsion, de garantie et d'accompagnement (Figa). D'après la ministre, plusieurs actions et des réformes sont en cours pour simplifier les procédures et réduire les délais de création, de modifications diverses et de radiations des entreprises.

« ...L'ACPCE s'emploie à ré-

duire le délai de création d'entreprises. Vous êtes d'autant plus nombreux à savoir combien les entreprises peinent à obtenir des garanties auprès des institutions financières et pour ces questions d'accès au financement, il y a le Figa qui est là pour faciliter le dévelop-

pement, l'encadrement et l'accompagnement des entreprises congolaises », a indiqué Rudy Stéphen Mpiéré Nguamba Ambila, directeur général des PME. S'agissant de l'axe artisanat, il a été révélé la tenue de plusieurs activités visant à promouvoir les métiers ainsi que valoriser le sa-

voir-faire artisanal. Il s'agit, entre autres, du salon des métiers du bois ; du marché de l'entrepreneuriat féminin ; des marchés artisanaux de Mouyondzi et de Kintélé ; du marché ivoirien de l'artisanat, etc.

Abordant l'axe du secteur informel, Jacqueline Lydia Mikolo a notifié que différentes journées ont été instaurées afin de sensibiliser et d'édifier les acteurs économiques sur les avantages de la formalisation. L'objectif étant de créer les conditions pour inciter à la migration progressive des acteurs économiques du secteur informel vers le secteur formel.

« Il est important pour notre département de nous impliquer résolument dans les orientations visant la diversification de l'économie qui, en effet, est plus qu'une nécessité mieux encore une alternative plus que réaliste qui permet de transformer nos cinq cents-sept cents milliards (statistiques 2020) d'importations en opportunités d'investissement économique pour les opérateurs locaux », a conclu la ministre Jacqueline Lydia Mikolo.

Gloria Imelda Lossele

MARCHÉS D'AFRIQUE

Première édition du Forum d'affaires Afrique centrale à Paris

Organisée par Business France, la première édition du Forum d'affaires consacré aux marchés d'Afrique Centrale se tiendra les 28 et 29 juin prochains à Paris, avec la participation, parmi les panélistes, de Luc Missidimbazi

Ce Forum, prévu en deux jours, dans les locaux de Business France, boulevard Saint-Jacques à Paris quatorzième arrondissement, s'articulera autour de tables rondes thématiques et sectorielles, ainsi que d'interventions et de témoignages de panélistes de haut niveau tels que des ministres du Cameroun, du Gabon, de la RDC, et des membres d'entreprises françaises et locales en lien avec les marchés d'Afrique centrale.

Le Conseiller, chef du Département Postes, Télécommunications et Numérique du Premier ministre, Luc Missidimbazi, intervient à la table ronde « Tech & Numérique : le boom de la tech dans une région aux accès et infrastructures encore en développement ». Tandis que, depuis le Congo, Christophe Pujalte, directeur régional Congo, Bolloré Transport & Logistics, interviendra en visio.

Pour les organisateurs, la motivation est de se dire qu'après un recul en 2020, la reprise

positive attendue en 2021 s'est concrétisée, avec des taux de croissance variant de 2 à 4% en fonction des pays. Le dynamisme démographique de la région – plus de 45% de la population a moins de 15 ans – accompagné par un fort mouvement d'urbanisation (allant jusqu'à 85% au Gabon) préfigurent de l'ampleur des besoins des pays à moyenne échéance en termes d'infrastructures, d'habitat, d'éducation ou encore de santé.

Si les contextes économiques varient d'un pays à l'autre, les États se rejoignent par des volontés politiques de diversification, de développement et de croissance qui se matérialisent par la réalisation de projets structurants dans les domaines des infrastructures, l'énergie, les transports, l'eau ; de la santé ; ou bien encore du secteur des services et des télécommunications.

Ces projets sont très souvent soutenus par les bailleurs de fonds internationaux (Banque mondiale, Banque



Visuel Forum d'affaires d'Afrique Centrale juin 2022 à Paris

Africaine de Développement, Banque Islamique de Développement, Union Européenne...) et, bien entendu, l'Agence Française de Développement qui oriente plus de la moitié de ses concours vers l'Afrique subsaharienne.

Les échanges bilatéraux avec la France sont historiquement très importants. Ainsi, le retour sur investissement d'un voyage de prospection en Afrique Centrale, s'il est préparé et qu'il bénéficie de

l'appui de la Team France Export, a plus de chance d'aboutir (et plus rapidement) que dans d'autres parties du monde.

Langue commune, pas de risque de change sur la plupart des pays de la zone, pas de décalage horaire, présence française déjà solide... autant d'atouts qui accentuent l'attractivité de l'Afrique Centrale.

En somme, ce Forum se veut être l'endroit pour ré-

pondre aux questionnements : « Quels sont les grands projets porteurs et les niches sectorielles émergentes ? » ; « Comment, en pratique, développer son activité sur cette zone ? ».

Il apportera, semble-t-il, des éléments de réponse à travers les présentations, témoignages, partages d'expérience, conseils et avertissements des intervenants présents.

Marie Alfred Ngoma

INFORMATION A LA CLIENTELE

Pour cause d'inventaires, les caisses du réseau de la Banque Postale du Congo (BPC) y compris celles situées dans les résidences fiscales seront fermées le **30 juin 2022** à partir de **12h00**.

Les caisses ré ouvriront aux heures habituelles dès le **1^{er} juillet 2022**.

La Banque Postale du Congo vous prie de bien vouloir accepter ses excuses pour le désagrément causé.

LA DIRECTION GENERALE



Notre ambition : votre réussite

COMMONWEALTH

Le Togo et le Gabon désormais membres de l'organisation

Le Gabon et le Togo ont rejoint, le 24 juin, l'organisation, devenant ainsi les dernières nations sans liens historiques avec le Royaume-Uni à entrer dans le club anglophone dirigé par la reine Elisabeth II.

Les deux pays francophones sont les premiers nouveaux membres depuis le Rwanda en 2009. Issu de l'ancien empire britannique, le Commonwealth accueille de plus en plus de pays non liés historiquement avec le Royaume-Uni. Les enjeux motivent un tel intérêt économique et géopolitique. A l'issue du 26^e sommet des chefs d'Etat et de gouvernements, qui s'est réuni le 24 juin à Kigali, au Rwanda, le Gabon et le Togo ont officialisé leur adhésion au Commonwealth. Il s'agit de l'aboutissement d'un processus d'examen minutieux sur des domaines tels que la gouvernance, l'économie, le social, etc., qui aura duré environ deux ans.

« L'adhésion du Togo est motivée par le désir d'étendre son réseau diplomatique, politique et économique [...] et de se rapprocher du monde anglophone. [...] de redéfinir les relations bilatérales avec le Royaume-Uni en dehors de l'Union européenne après le Brexit », a déclaré le chef de la diplomatie togolaise, Robert Dussey, fier que son pays fait désormais partie des « 2,5 milliards de consommateurs » du Commonwealth. Ce qui représente des opportunités nouvelles, en termes économique, géopolitique et éducatif. Concernant son pays, le président Ali

Bongo a souligné que « l'adhésion du Gabon au Commonwealth est la reconnaissance du rôle de plus en plus important joué par cet Etat sur la scène internationale, en particulier sur la question du climat où il est en première ligne », comblé des perspectives diplomatiques qui sont ouvertes à son pays.

Le Premier ministre britannique, Boris Johnson, quant à lui, a indiqué que l'intérêt des nouveaux membres pour l'organisation est la preuve que cette dernière se porte bien. Le Gabon et le Togo sont les premiers pays à intégrer le Commonwealth depuis le Rwanda en 2009, et portent désormais à cinquante-six le nombre de membres. Certains analystes estiment que les deux pays francophones ont également demandé leur adhésion au Commonwealth afin de s'éloigner de la France. Pour le politologue togolais, Mohamed Madi Djabakate, cette décision sera bien accueillie, l'influence française au Togo étant souvent critiquée. Pour sa part, le président rwandais, Paul Kagame, a indiqué : « Nous avons admis le Gabon et le Togo comme nouveaux membres, et nous leur souhaitons tous la bienvenue dans la famille du Commonwealth ».

Noël Ndong

TOURISME

Anibal Marquez Munoz annonce plusieurs accords entre le Congo et le Venezuela

L'ambassadeur du Venezuela au Congo, Anibal Marquez Munoz, a été reçu en audience par la ministre du Tourisme et des Loisirs, Destinée Hermella Doukaga, avec laquelle il a échangé sur la finalisation des accords du tourisme lors de la commission mixte entre les deux pays.

« Nous sommes deux pays dont les populations ont des liens de fraternité. Au cours de cette rencontre, nous avons examiné certains aspects déjà amorcés, il y a longtemps. Nous avons envisagé des accords de tourisme entre nos deux pays car le tourisme est un outil qui peut renforcer les liens historiques et ancestraux entre nos deux peuples », a indiqué le diplomate vénézuélien à Brazzaville.

Très ultérieurement à Caracas, une délégation congolaise y séjournera, dans le cadre du renforcement de la coopération entre le Congo et le Venezuela. Ainsi donc, l'ambassadeur a annoncé la tenue d'une grande commission mixte, réunissant les experts des deux pays.

« La signature de cet accord est envisagée lors de la commission mixte entre le Congo et le Venezuela. Le lieu de signature est Caracas, la capitale du pays. Lors de cette commission, nous souhaitons aussi qu'on signe d'autres accords de coopération entre la cinémathèque et le mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza. Les insti-



tutions de mon pays préparent des accords avec l'université Denis-Sassou-N'Guesso, l'Agence congolaise d'informations et autres », a expliqué l'ambassadeur Anibal Marquez Munoz. Le Venezuela est un mélange représentatif des paysages du continent sud-américain : forêt amazonienne, jungle, sommets

des Andes, plaines, grand fleuve, cascade, faune très riche, etc... Il offre l'ensemble des paysages de l'Amérique du sud. On y trouve la forêt et la jungle amazoniennes, les montagnes de la Cordillère des Andes, de vastes plaines parcourues de fleuves, une faune, avec notamment 1 300 espèces d'oiseaux, et une flore diversifiée...

La séance de travail des deux parties/Adiac Le pays est avant tout apprécié des touristes par son littoral sur la mer des Caraïbes et l'océan Atlantique avec 2 800 kilomètres de côte. Il s'y trouve un écosystème sous-marin qui permet notamment la pratique de la plongée. Caracas, la capitale du pays, offre de nombreux musées comme le Palacio de las Academias, le Mu-

sée d'art contemporain, la Galerie d'art nationale, le Musée des beaux-arts de Caracas ou le Musée d'art colonial.

La ministre Destinée Hermella Doukaga a aussi reçu avec l'artiste Passi, de son vrai nom Passi Balende, un rappeur, chanteur compositeur et producteur franco-congolais. La ministre a expliqué à son hôte l'intérêt dont elle accord à l'image du pays au niveau l'international. Les deux ont parlé du film le Prince.

« Nous avons fait part au ministre de nos intentions de collaboration et faire le tour de la ville de Brazzaville. Mettre la lumière sur le pays et son image, nous en avons parlé avec la ministre. Avec elle, nous avons parlé du film le Prince qui, est une histoire vrai d'un congolais d'en face et retrace un choc de culture. J'ai aussi un projet de réaliser au Congo un film avec des acteurs français », a expliqué l'artiste.

Signalons que l'artiste Passi Balende est considéré par la presse spécialisée comme l'un des pères fondateurs du rap français.

Fortuné Ibara

EN VENTE

PARUTION

Alain Jacquard Opoumbou publie Une femme et son combat, Claudia Sassou N'Guesso à Talangai

La brochure d'une trentaine de pages qui rend hommage à la députée de la cinquième circonscription électorale de Talangai, sixième arrondissement de Brazzaville, Claudia Ikia Sassou N'Guesso, a été présentée au public le 24 juin.

Juriste et analyste politique, Alain Jacquard Opoumbou a articulé sa réflexion autour de cinq centres d'intérêt. Il s'agit notamment de « La vision Talangai moderne ou Talangai ya Sika » ; « Le rôle de la personnalité politique de Claudia Sassou N'Guesso » ; « L'approche définitionnelle des statuts de député et d'élu » ; « Le mythe de la fonction de député » ; « Les enjeux politiques des élections législatives et locales de juillet 2022. »

Une femme et son combat, Claudia Sassou N'Guesso à Talangai, met, en effet, en relief la personnalité, l'identité politique « d'une femme par essence d'exception dont le hasard ou la providence a voulu qu'elle soit la fille d'un chef d'Etat, à l'image d'Athé-

na, la déesse de l'intelligence, la fille du Dieu Grec Zeus », a écrit Alain Jacquard Opoumbou. Il s'agit en l'espèce d'éclairer, a-t-il rappelé, l'opinion publique sur la philosophie politique de Claudia Sassou N'Guesso et sur son ambition.

« Femme d'exception, elle est en proie à la caricature par une certaine langue devenant de ce fait à tort comme une victime expiatoire qu'on immole sous l'autel des diffamations et mensonges. Pourtant, elle est considérée comme une femme leader, charismatique, visionnaire et emblématique. Car, pour prétendre être femme leader, il ne suffit pas seulement d'affirmer son ambition, mais il faut surtout avoir les qualités exceptionnelles, la vision et le cha-



risme comme l'écrivait le philosophe antique grec Xénophon dans les Nuées », a-t-il justifié.

Selon l'auteur, cette brochure renferme un double intérêt. Le premier concerne la reconnaissance de la vision de Claudia Sassou N'Guesso qui se matérialise progressivement en se matérialisant. « Ce n'est pas une utopie, la vision de celle-ci consiste à faire de Talangai une cité idéale, à l'image de Platon dans la République », a commenté Alain Jacquard.

Le deuxième intérêt vise, quant à lui, une pédagogie pour les politiques et contribue à l'éducation politique des citoyens qui s'approprient les fondamentaux, les valeurs de la démocratie.

Parfait Wilfried Douniama

TOURNOI UBA FUTSAL LIGUE

Les Mucodec font une bonne entrée

La deuxième journée de la compétition a été marquée par la brillante victoire de l'équipe des Mutuelles congolaises d'épargne et de crédit (Mucodec) sur celle de Relation directe marketing par un score, sans appel, de 8-0.

Le tournoi organisé par la Ligue du sport de travail de Brazzaville met aux prises huit équipes, réparties dans deux poules de quatre, dans le but de contribuer à l'amélioration de la santé des travailleurs. « Pour nous qui sommes travailleurs, l'objectif n'est pas le score, mais surtout de nous retrouver et de nous affronter sportivement, question de pouvoir améliorer notre santé par le sport et nous permettre de nous connaître. Nous allons aborder la suite avec le même esprit, même rythme pour obtenir toujours des victoires », a commenté Patrick Miyouna, le capitaine des Mucodec après la victoire.

UBA Banque a enchaîné en imposant à MTN sa première défaite, grâce à sa victoire (3-1). Les joueurs du sponsor de la compétition signent leur deuxième victoire en autant de matches, prenant seuls la tête du groupe. « Cela fai-



sait partie de nos objectifs. Nous voulons sortir de cette phase de poules et entamer la deuxième phase de la compétition. Nous sommes contraints de remporter le titre pour honorer la marque UBA », a expliqué Abraham Agbakoso Mbée, le capitaine de cette équipe.

« Nous avons perdu sur des faits de jeu. Nous allons continuer à nous battre puisqu'avant tout c'est le sport qui gagne. Nous sommes contents car après

une semaine de dur labeur, l'occasion nous est donnée de faire sortir tout le sucre dans le corps. Nous allons aborder le prochain match avec un autre état d'esprit. Nous devons gagner pour passer au tour suivant », a commenté, pour sa part, Raël Ibata, pour le compte de MTN. Rappelons que lors de la première journée MTN avait battu NSIA vie (4-1).

Dans les autres rencontres, Ecobank a écrasé NSIA non vie (6-2), puis le Fonea

Les Mucodec plus inspirées devant RDMAdiac

s'est relancé dans la course en battant NSIA vie (5-1). « Nous avons tiré les leçons de la première journée. Nous avons redynamisé l'équipe pour l'emporter largement. Nous allons continuer dans le même élan, lors de la troisième journée, qui est aussi décisive », a déclaré Darvel Mboundou du Fonea. « Nous n'avons pas démerité. L'équipe adverse a utilisé les mercenaires, alors que le règlement ne le prévoit pas. Les organisateurs doivent

être un peu stricts de ce côté. Malgré ce fait, nous allons prendre conscience et rattraper ce retard », a justifié Landry Loutété de NSIA Vie. Rodrigue Dinga Mbomi, le président de la Ligue, a mesuré l'ampleur du travail qui l'attend, dans la lutte contre les joueurs d'emprunt, communément appelés « mercenaires ». « Nous avons encore beaucoup à travailler avec les équipes, parce que sur le terrain nous avons vu beaucoup de « mercenaires » jouer. On peut comprendre que le joueur vient jouer avec l'entreprise, parce qu'il est en stage. On doit réguler cela pour ne pas faire en sorte que les entreprises soient frustrées. Il faut que chaque responsable d'entreprise fasse en sorte que le maximum des joueurs de son équipe soit salarié dans son entreprise », a souligné Rodrigue Dinga Mbomi.

James Golden Eloué

LÉGISLATIVES 2022

Louis Gabriel Missatou présente sa vision

L'unique candidat du Club 2002 PUR (Parti pour l'unité et la République) aux élections législatives à Pointe-Noire, notamment dans la première circonscription de l'arrondissement 1, Emery-Patrice Lumumba, Louis Gabriel Missatou, a entamé sa campagne, le 24 juin, par une conférence de presse.



Louis Gabriel Missatou et Pierre Joachim Ngomakick lors de la conférence de presse/Adiac

Il a présenté sa vision contenue dans un contrat social qu'il entend signer avec les mandants s'il est élu et dans lequel il prend des engagements dont celui de verser 25% de ses émoluments dans un fonds participatif.

La conférence de presse a eu lieu au quartier général du candidat à Mpita. Accompagné de son candidat de son suppléant, Pierre Joachim Ngomakick, Louis Gabriel Missatou, élu local sortant du Club 2002 PUR, a tenu au prime abord à remercier le président de la majorité présidentielle et du Comité central du Parti congolais du travail pour le retrait de leur candidat à Lumumba 1. Il a également remercié Alexis Ndinga, président national du Parti pour la concorde et l'action politique, pour l'élégance et le fairplay politique dont il a fait montre en se retirant aussi de la course à Lumumba 1 afin de le soutenir. «*Nous bénéficions du soutien de tous les partis représentatifs de la majorité présidentielle, et le Club 2002 Pur les soutient aussi*», a expliqué Louis Gabriel Missatou.

La conférence de presse marquant le lancement de sa campagne a été l'occasion pour lui de présenter sa

vision qu'il expose dans un contrat social intitulé «*Mon contrat avec Lumumba 1*». Ne voulant pas faire de promesses, Louis Gabriel Missatou a opté pour des engagements réciproques et clairs avec la population de sa circonscription.

Dans ce contrat qu'il entend signer avec la population et le respecter s'il est élu, le candidat s'engage à verser 25% de ses émoluments de député dans un fonds partitif, qui sera géré par ceux que la population de sa circonscription aura choisis, pour régler certaines urgences sociales de Lumumba 1 et pour monter et réaliser des projets préalablement définis avec elle ; la représenter dignement et valablement à l'Assemblée nationale ; rendre systématiquement compte après toutes les sessions ; ouvrir une permanence du député qui sera accessible tous les jours pour recevoir les habitants et recueillir leurs avis, souhaits et doléances.

Louis Gabriel Missatou entend aussi défendre les intérêts de la population auprès des ministres responsables des départements de l'emploi, de la jeunesse, de l'éducation et de la formation qualifiante ou auprès des autorités locales

et nationales ; peser au sein du Conseil départemental et municipal de Pointe-Noire pour faire de la ville, grâce à la municipalisation accélérée additionnelle que le président Denis Sassou N'Gusso a promise, le Dubaï de la côte occidentale et centrale de l'Afrique. «*Je me présente à la députation à Lumumba 1 en me décidant d'avoir une profession de foi que j'ai signée. Je vous mets au défi de me voter et vous verrez avec quelle ardeur nous allons travailler et proposer des lois*», a-t-il lancé, promettant de respecter ses engagements en mettant aussi en avant ses valeurs chrétiennes qu'il ne cache pas.

A la question de savoir pourquoi créer un fonds participatif alors qu'étant élu local du club 2002 PUR il a eu à mener des actions en faveur de la population de Lumumba 1 (rétablissement de l'électricité, de l'eau et autres), Louis Gabriel Missatou a répondu : «*C'est un dispositif qui a réussi dans les pays anglo-saxons et que nous voulons expérimenter à Lumumba 1 pour ne pas toujours paraître comme ceux qui font et qui donnent tout. Nous voulons bâtir avec la population, décider en fonction des besoins les projets à réaliser et que les actions soient participatives*».

Après la conférence de presse, Louis Gabriel Missatou, toujours accompagné de Pierre Joachim Ngomakick, a fait un don de kits pour les nouveaux nés du Centre de santé intégré de Mpita. Juriste de formation, porte-parole du Club 2002 PUR et de la majorité présidentielle, il est aussi deuxième secrétaire du bureau exécutif du Conseil départemental et municipal de Pointe-Noire et directeur général d'une entreprise de transport maritime sur la place portuaire.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

Horphet Ibiassi pour l'attractivité de Dolisie

Le candidat aux locales dans la première circonscription électorale de Dolisie, dans le Niari, Dan Horphet Ibiassi, a animé le 25 juin une conférence de presse au cours de laquelle il a présenté sa vision pour la troisième ville du Congo.



Dan Horphet Ibiassi

Dan Horphet Ibiassi a présenté un programme triennal axé sur l'attractivité économique et l'amélioration de l'image de Dolisie. En ce qui concerne le premier point, le candidat a annoncé que pour recréer l'attractivité d'une ville, il suffit de s'appuyer sur les pôles socio-culturels qui, selon lui, fonctionnent presque au ralenti dans cette partie du pays.

Soigner l'image d'une ville, a-t-il déclaré, passe par une stabilité politique, économique et culturelle. Coordinateur d'une association dénommée Dynamique Dolvision, Dan Horphet Ibiassi, pour avoir passé son enfance et sa jeunesse dans cette ville, affirme bien la connaître ainsi que ses problèmes.

Le désir le plus ardent pour lui est de transformer la troisième ville du Congo qui, à l'en croire, a connu une municipalisation accélérée dont les impacts positifs ne sont pas trop visibles.

Roger Ngombé

Parfait Ndongui Matondo avec une détermination intacte

Le président de la Convention des jeunes pour le progrès (CJP), Parfait Ndongui Matondo, candidat aux élections législatives et locales dans la deuxième circonscription de Pointe-Noire, Mvouvou, a officiellement lancé sa campagne le week-end dernier devant un parterre de militants.

Le candidat de la CJP a choisi le quartier Matendé, son fief, pour lancer sa campagne autour d'un repas citoyen. La journée a débuté par l'observation d'une minute de silence en mémoire d'une militante morte en 2017 pendant qu'elle écoutait les résultats des élections législatives à la radio, espérant d'une victoire de



L'arrivée de Parfait Ndongui Matondo sur les lieux de l'activité/Adiac

son candidat. Parfait Ndongui Matondo a exprimé au public sa joie de lancer cette campagne

dans la circonscription dans laquelle il vit depuis des années. Il a invité ses militants à aller voter massivement,

le 4 et le 10 juillet, afin de lui donner une victoire écrasante et surtout à ne pas céder à la délinquance et à la fourberie pendant cette période de campagne.

Déjà très engagé sur le plan associatif et politique, Parfait Ndongui Matondo souhaite aller plus loin pour faire bouger les lignes. Le candidat de la CJP, qui part avec Ezer Sehossolo comme suppléant, se dit homme de terrain et surtout de la majorité présidentielle.

En effet, il laboure depuis plusieurs années le terrain de la deuxième circonscription de Mvouvou, avec

une idée en tête : prendre sa revanche sur son adversaire, promettant d'améliorer le social des habitants.

Après de nombreuses réunions et des rencontres avec la population, il a suscité suffisamment d'enthousiasme. «*Depuis plusieurs années, Parfait Ndongui Matondo est au contact de la population, pour communiquer, pour expliquer ce qu'il fait, pour recueillir les préconisations des uns et des autres et surtout pour apporter son assistance. Il incarne l'unité dans notre circonscription*», a-t-elle relevé.

Hugues Prosper Mabonzo

LITTÉRATURE

Échange autour de « Mwana Okwèmet, le fétiche et le destin »

Après la parution le 20 avril dernier de « Mwana Okwèmet, le fétiche et le destin », aux éditions Les Lettres mouchetées, en France, François Ondai Akiera était face au public, le 25 juin, à la Maison russe, pour présenter son ouvrage et se soumettre à la critique.

Journaliste et essayiste, François Ondai Akiera prouve avec « Mwana Okwèmet, le fétiche et le destin » qu'il est aussi un conteur captivant. Dans ce roman mémoriel de 164 pages dont la première de couverture est illustrée par une peinture de Guillaume Akani, l'auteur raconte une histoire qui se déroule à Bèlet, au pays de l'Alima. Les augures sont favorables : Lembo'o accouchera d'une fille qui vivra cent ans ! L'enfant naît sous la protection d'Okwèmet, un redoutable fétiche. Elle sera Mwana Okwèmet, l'enfant du fétiche.

Avec la naissance de sa fille, Lembo'o espère avoir déjoué le sort qui s'acharnait sur sa maison. Mais l'adversité guette avec l'arrivée des colons français. Hapée par le tourbillon de l'histoire, Mwana Okwèmet traverse le siècle sous le sceau de la prophétie et la protection du fétiche. À travers son destin romanesque se dessinent l'effondrement de la société mbochi, le joug de la colonisation avec les travaux forcés, les miliciens-cerbères, le goulag Congo-Océan...

À la fois texte historique et récit d'apprentissage qui mêle la



François Ondai Akiera élargissant la lanterne du public / Adiac

fiction et la réalité, ce roman est une invite à la découverte et à la connaissance du fétiche Okwèmet, fondamental dans la culture mbochi et gangoulu, car régissant la vie et la mort des

individus. Comme le souligne Boniface Mongo-Mboussa dans sa préface, à travers Okwèmet, c'est tout un pan culturel avec en creux la question de la sorcellerie et donc du mal que décrit le ro-

man. « Sur ce point, j'ai été sensible à l'honnêteté de l'écrivain, qui refuse, malgré la violence coloniale, de tomber dans la caricature de l'Africain bon sauvage découvrant l'horreur au contact de l'homme blanc. Au contraire, il nous montre une société esclavagiste où le rapt des enfants est légion. De ce point de vue, ce roman constitue un apport précieux pour les sociologues et ethnologues », a-t-il fait savoir.

Soulignons que « Mwana Okwèmet, le fétiche et le destin » est aussi un concentré de la géographie des peuples mbochis mis en exergue à travers, entre autres, des personnages singuliers et l'ensemble de tous les villages mentionnés dans le roman avec leur faune, leur flore ainsi que leur fleuve dans leur étrangeté. Une forme de civilisation qui a bercé l'enfance de l'auteur et nourri son imaginaire. « Tous ces faits historiques, nous ne les apprenons que très superficiellement dans les manuels scolaires. Or, nous ne pouvons pas construire notre présent ni notre futur sans connaître ce passé. Et donc à mon avis, ce

livre est un plus à la littérature congolaise parce qu'il rappelle que nous avons une mémoire que nous ne devons pas occulter », a déclaré François Ondai Akiera.

Après la présentation du livre, l'auteur s'est prêté au rituel habituel des questions-réponses face au public qui n'a pas tari d'éloges le fonds et la forme de ce roman. « De par ce que j'ai pu entendre, je peux dire que « Mwana Okwèmet, le fétiche et le destin » est une œuvre très passionnante. Je retiens le fait qu'il nous aide à nous remémorer le passé colonial que nos ancêtres ont vécu et qui perdure au fil des temps malgré l'indépendance de nos pays africains. Un autre point important que je retiens de ce livre, c'est le fait que l'esclavagisme était aussi orchestré par nous-mêmes Africains », a confié Bob Tati.

Notons que « Mwana Okwèmet, le fétiche et le destin » est le quatrième ouvrage de l'auteur ; les deux premiers étant des livres d'écrivains congolais décédés qu'il a simplement permis la publication et le troisième, une revue littéraire intitulée « Apollon ».

Merveille Atipo

VIENT DE PARAÎTRE

« La justice pénale internationale au prisme du parcours judiciaire de Jean -Pierre Bemba Gombo » de Bienvenu Okiemy

Bienvenu Okiemy* présentera au public, le 29 juin dans la matinée, à l'Institut français du Congo, sa dernière publication : « La justice pénale internationale au prisme du parcours judiciaire de Jean -Pierre Bemba Gombo ».

C'est à la lumière du parcours particulier de Jean-Pierre Bemba Gombo que l'auteur dissèque le fonctionnement de l'ordre pénal international. En 2002, le Mouvement de libération du Congo, parti de Jean-Pierre Bemba, intervient en République centrafricaine en soutien au régime comateux du président Ange-Félix Patassé, avec son corollaire, semble-t-il, d'atteintes aux droits de l'homme.

Il s'en suivra l'édition d'un mandat d'arrêt international à l'encontre de Jean-Pierre Bemba Gombo, sa condamnation à la Cour pénale internationale (CPI) en première instance et sa relaxe en appel en 2018.

C'est à l'aune de ce parcours judiciaire que Bienvenu Okiemy évoque en premier lieu le problème de la mise en place de cette CPI, répondant à une volonté de protection de l'ordre public international et créée pour juger les crimes les plus graves qui défient la conscience humaine. Et l'auteur de ne pas manquer de relever l'inefficacité du système mis en place, en raison qu'il oscille entre sa vocation à faire éclore une réelle communauté des nations fondée sur l'idéal de justice et son souci de ne pas se mettre en porte à faux avec l'autonomie de la volonté des principaux acteurs du système international.

L'auteur en vient donc, dans un second temps, à évoquer la contestation du système pénal international mis en place : qu'il s'agisse de l'Union africaine, des États-Unis ou de la Russie, soulevant au passage la problématique de l'universalité de la projection pénale de la CPI.

Dans une réflexion finale, il n'a pas manqué de s'interroger sur les conséquences de l'acquiescement de Jean-Pierre Bemba Gombo en termes de refondation du politique en République démocratique du Congo. Puisque cette relaxe le replaçant au centre du jeu politique à Kinshasa, l'élection présidentielle de 2023 innervant déjà bien des esprits.

Enfin, Bienvenu Okiemy conclut à la nécessité de construire un nouvel imaginaire de confiance retrouvée entre la CPI et les peuples, entre la CPI et les États membres aux fins de s'orienter vers un avenir partagé, relativement à la capacité de l'institution pénale internationale à répondre au désordre mondial.

Les Dépêches de Brazzaville

* Bienvenu Okiemy est universitaire et conseiller diplomatique du président de la République.

EXPOSITION

« Femmes peintres de l'AIAP avec Rhode Bath-Schéba Makoumbou »

L'AIAP (Atelier international d'artistes plasticiens) présente cet été une exposition rassemblant les femmes peintres de par le monde, autour de Rhode Bath-Schéba Makoumbou, femme peintre et sculptrice d'Afrique.

Autour de Rhode Bath-Schéba Makoumbou, du 12 juillet, jour du vernissage à 19h, au 15 août, à Gentioux-Pigerolles, dans le département de la Creuse, en France, seront exposées les œuvres de la Bulgare Miriam Savora; l'Irannienne Rada Rainyar; les Françaises Martine Biasotto, Martine Brodzki, Hélène Daguano, Irène Morgadinho, Véronique Pastor, Hélène Ségard, Jackie Soloy-Guiet, Xuan Vo, Catherine Zgorecki; les Polonaises Jana Jaronim, Kinga Piwowarczyk; les Roumaines Timéa Don, Alexandra Gutu, Georgiana Ianeu, Liliana Mereioiu, Mina Miranda et Pusha Petrov.

Pour Richard Marczeniak, président de l'AIAP, en invitant Rhode Bath-Schéba Makoumbou à exposer avec l'AIAP, il s'agit d'élargir l'horizon vers le continent africain. « Cet été, nous innovons donc doublement, d'une part en mettant en avant les femmes peintres et sculptrices avec lesquelles l'AIAP a travaillé ces quatorze dernières années et, d'autre part, en honorant une artiste africaine reconnue internationalement », a-t-il expliqué.

L'AIAP poursuit un travail engagé depuis 2009 à Gentioux-Pigerolles, dans la région du Limousin, en France, où les échanges humains et artistiques prédominent. L'atelier d'artistes a comme objectif la rencontre de l'art et l'art de la rencontre, faire que les citoyens



puissent découvrir et aimer l'art des artistes des différents pays qui sont invités, au point de les mettre en relation et en situation de partager, estime Richard Marczeniak.

Rhode Bath-Schéba Makoumbou est originaire de la République du Congo. À travers ses œuvres, ce sont surtout les activités sociales de la femme africaine qui sont mises en valeur. Certaines ont plus de trois mètres de haut ! Sa dernière œuvre importante en 2018 a été

la réalisation de la sculpture de Patrice Lumumba qui a été présentée à Bozar et au Kaaitheater, à Bruxelles. Elle a un atelier dans cette ville, en Belgique, mais elle continue parallèlement à travailler à Brazzaville un ou deux mois par an.

Au mois d'août 2021, elle a ouvert un nouveau lieu culturel à Brazzaville. C'est une galerie-bar qui s'intitule « l'Espace-Mak ».

Marie Alfred Ngoma